

CIBLE

Déclin

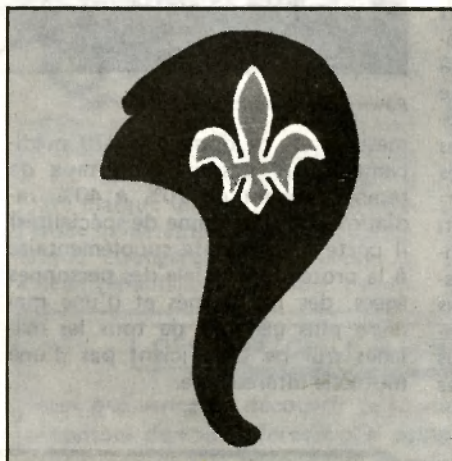
Il existe des faits, la maxime est connue, qui en disent plus que bien des analyses. En voici un, passé presque inaperçu : la fédération CGT de la métallurgie, la plus prestigieuse, la plus représentative du mouvement ouvrier, a vu ses effectifs tomber de 422.000 adhérents en 1974 à 80.000 à la veille du 42ème Congrès de la CGT qui se tiendra mi-octobre.

Ces deux chiffres permettent de mesurer, d'un coup d'œil, l'ampleur du bouleversement de notre économie et la crise subséquente du syndicalisme tout entier - et pas seulement de la CGT. De cette crise, nul ne saurait se réjouir. Aucune société ne peut vivre librement, aucune ne peut se prétendre fidèle au principe de justice en l'absence d'organisation de et protection de ceux qui travaillent.

Ainsi, les syndicats jouent, depuis un siècle, un rôle essentiel. La crise qui les secoue ne les disqualifie pas. Au contraire, la dureté de la mutation économique en fait d'indispensables garants du lien social. Mais il faudra qu'ils changent, comme ils l'ont déjà fait. Entre le corporatisme et l'extrémisme désespéré, une nouvelle voie est à trouver.

INSTITUTIONS

La république au roi dormant



Droits de l'homme

**Libérez les
juifs d'U.R.S.S.**

(p. 3)

Greenpeace

**Le rôle de
la presse**

(p. 12)

Sécurité sociale

La peau de chagrin

L'an dernier nous relevions déjà (1) la baisse sensible et progressive - quoique camouflée - de la protection sociale tant au niveau des remboursements de la maladie qu'à celui des prestations familiales. Bien loin de corriger cet état de fait, les mesures prises cet été pour maintenir un équilibre par trop fragile, viennent aggraver une situation préjudiciable à des classes sociales déjà durement éprouvées par ailleurs.

MATERNITÉ ET ASSURANCE MALADIE

Pour la maternité le taux des indemnités journalières passe de 90% du salaire brut à 84%. Mais il s'agit là d'une baisse acceptable dans la mesure où l'indemnité perçue par la future mère reste sensiblement égale à son salaire net en activité. En revanche la baisse du taux de remboursement des soins infirmiers et surtout de celui des frais d'analyse et de laboratoire semble très contestable : à l'heure où la détection des risques de SIDA est à l'ordre du jour, au moment où l'on conseille aux femmes de faire chaque année des analyses de dépistage du cancer, est-il opportun de les frapper d'une réduction de remboursement ? Est-il raisonnable de dissuader les assurés de passer des examens alors qu'il est admis aujourd'hui que la médecine préventive est celle qui procure le plus d'économies ? Quand au reste des

Le mois dernier, lors de l'émission « L'Enjeu », M. Beregovoy s'est prononcé pour le maintien de la protection sociale et de la Sécurité Sociale en particulier. Cette affirmation recouvre-t-elle une réalité ou n'est-elle qu'un leurre pour dissimuler le grignotage constant que le gouvernement effectue en ce domaine ?



Favoriser une politique nataliste ?

mesures en ce domaine (379 médicaments qui passent d'un taux de remboursement de 70% à 40%, radiation d'une centaine de spécialités) il porte une atteinte supplémentaire à la protection sociale des personnes âgées, des handicapés et d'une manière plus générale de tous les malades qui ne bénéficient pas d'une mutuelle intéressante.

En matière de prestations familiales l'on peut estimer que le relèvement de 2,5% qui a été effectué en juillet est nettement insuffisant dans la mesure où il ne correspond pas à l'effritement du pouvoir d'achat des familles. Quant à la nouvelle allocation au Jeune Enfant elle représente cer-

tes une amélioration momentanée pour les familles d'un ou deux enfants mais, à partir du 3ème enfant son mode d'attribution est tel que, dans certains cas, elle est moins avantageuse que les allocations post-natales qui étaient versées auparavant. Curieuse façon de promouvoir une politique nataliste !

Enfin, les allocations familiales elles-mêmes subissent une érosion régulière qui rend bien lointain le souvenir de l'amélioration sensible qui avait été apportée au début du septennat.

Pour ce qui est de l'allocation de rentrée scolaire il devient paradoxal, voire scandaleux, de constater qu'elle n'est toujours attribuée que jusqu'à l'âge de 16 ans, alors que Laurent Fabius comme il l'a encore fait à l'«Heure de vérité» prône la formation, le bac et l'Université pour le plus grand nombre.

Sans même aborder ici les problèmes des allocations de logement qui mériteraient de plus amples développements, on ne peut que constater l'abîme qui sépare les déclarations de M. Beregovoy des réalités telles qu'elles sont constatées aujourd'hui par la grande majorité des Français.

Roger TARBES

(1) « Royaliste » 411 du 3/11/84.

royaliste ♦

Sommaire : p. 2 Sécurité sociale - p. 3 Le prétexte du terrorisme - Libérez les juifs d'URSS - p. 4 L'impasse calédonienne - Informatique - p. 5 L'endettement du tiers monde - pp. 6-7 La République au roi dormant - p. 8 Naissance de la Nation - p. 9 Métamorphoses de la France ? - p. 10 Kurosawa - Le professeur d'histoire - p. 12 Greenpeace.

REDACTION - ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Tel. : (1)42.97.42.57
Directeur de la pub. : Yvan AUMONT
Comm.parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Terrorisme le prétexte

L'ampleur des dégâts provoqués au siège de l'O.L.P. près de Tunis montre bien que le raid de l'aviation israélienne ne s'apparente pas à une opération de vengeance après un attentat terroriste mais plutôt à un acte de guerre mûrement réfléchi. Mais comme l'invasion du Liban, qui avait été commencée sur un prétexte semblable, cet acte de guerre ne travaille pas à la stabilité de la région, ni «à la défense des démocraties occidentales» contrairement à ce que déclare l'ambassadeur d'Israël à Paris.

L'invasion du Liban aura certes considérablement affaibli l'organisation de résistance palestinienne, mais au profit de la Syrie qui est en passe de faire main basse sur ce pays naguère modèle de prospérité et de diversité. De même l'attaque sur le sol de la Tunisie révèle la grande faiblesse militaire de ce pays. L'approbation bruyante de M. Reagan montrant par ailleurs l'isolement diplomatique d'un gouvernement qui croyait pouvoir compter sur l'alliance américaine, voici la Tunisie clairement désignée aux stratégies libyens comme une proie bonne à prendre.

Alliés objectifs du dictateur syrien au Liban, les Israéliens n'hésitent pas à donner un coup de pouce au dictateur lybien. Il ressort des derniers événements que le seul but d'Israël est d'éliminer tout interlocuteur palestinien, tout interlocuteur allié des Palestiniens, fusse au prix d'une quasi alliance avec des dictateurs adeptes du terrorisme d'Etat. Israël suit en cela l'adage : «les ennemis de mes ennemis sont mes amis».

La condamnation unanime des pays européens montre bien que les démocraties ont compris que leur intérêt - qui est de pouvoir maintenir des liens économiques et politiques avec des pays arabes modérés - était menacé. Mais on ne peut que s'interroger sur leur capacité à influencer sur le cours des événements, face à un Etat sûr de lui et de son armée et face à son puissant allié qui se dit aussi notre protecteur contre l'Union soviétique.

F.A.

Gorbatchev Beurk !

M. Gorbatchev aura eu beau sourire, ou s'indigner, des questions de Mourousi sur les millions de prisonniers politiques en U.R.S.S., il n'aura convaincu personne en France.



C'est en effet avec une unanimité remarquable que la plupart des courants politiques français ont manifesté leur soutien aux victimes du totalitarisme. L'abstention officielle du P.S. aux manifestations n'avait pas empêché de nombreux dirigeants socialistes d'y être présents à titre individuel, seul le P.C.F., bien sûr, manquait à l'appel. La première manifestation à Paris fut la marche pour les juifs d'U.R.S.S. dont nous parlons ci-dessous car la persécution des juifs résume, d'une manière exemplaire, toutes celles, multi-

formes que subissent les citoyens soviétiques. Une autre manifestation organisée par «S.O.S. droits de l'homme» sur le parvis du Trocadéro avait des militants d'extrême-droite à son origine. Mais ils furent bientôt rejoints par des personnalités de toutes tendances y compris de la plus extrême-gauche.

Après l'interdiction de toute manifestation sur la voie publique «par politesse envers Gorbatchev» (Reagan n'est pas si susceptible quand il vient en Europe) de nombreuses initiatives furent prises comme l'exposition de l'Internationale de la

Résistance Porte-Maillot ou la projection gratuite des films «Goulag» et «Staline» par l'Association pour la Russie Libre. Sans compter des «coups» comme ce «char soviétique» en bois, abandonné en plein milieu des Champs-Élysées et qui diffusait des discours «pacifistes» de Gorbatchev. La venue du tyran soviétique aura permis à tant de Français de se retrouver pour la bonne cause qu'on le remercierait presque.

Frédéric AIMARD

libérez les juifs d'U.R.S.S.



Le 29 septembre, le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) auquel s'étaient associés SOS-Racisme et la LICRA, rassemblaient plusieurs milliers de personnes pour soutenir la lutte des juifs soviétiques. On notait la participation de personnalités de tous bords ainsi que de parents de «refuzniks» venus spécialement de l'étranger.

Les revendications des banderoles donnaient le ton : «Pas d'ouverture sans droit d'émigrer», «Respect des accords d'Helsinki», «Des visas pour Israël, pas pour le Goulag». Le 3 octobre, à la Mutualité, le mouvement d'Harlem Désir récidivait, sous la forme d'une soirée culturelle, en collaboration avec la LICRA.

La situation des juifs au-delà du rideau de fer est, en effet plus cruelle encore que celle qui est faite aux autres catégories de citoyens. Il leur est impossible de vire leur judéité

en la cachant : ou ils décident de rejoindre Israël, et c'est le début d'un processus administratif périlleux à l'issue incertaine avec à la clé la perte de l'emploi et la marginalisation sociale, ou ils demeurent en URSS, et c'est la négation par le pouvoir de leur identité.

Quatre raisons essentielles expliquent l'antisémitisme d'Etat pratiqué par l'URSS :

— l'idéologie marxiste - léniniste ignore l'idéal démocratique tel que nous le concevons. Les limites qui nous sont chères ici sont, là-bas, «formelles» ou «bourgeoises». La tromperie est de les inscrire malgré tout dans la Constitution, qui n'est qu'une coquille creuse.

— L'athéisme est en Union Soviétique religion d'Etat, si l'on peut dire. Toutes les traditions spirituelles sont pourchassées, parce que le régime totalitaire frappe d'abord ce qui lui échappe le plus.

— L'histoire russe possède un vieux fond antisémite, que le pouvoir n'hésite pas à réveiller et à entretenir, pour l'exploiter à son profit.

— La rupture avec Israël a fait de l'antisionisme un antisémitisme à peine caché, lui redonnant force argumentation et pleine bonne conscience.

La culture yiddish autrefois florissante est aujourd'hui réduite à néant (1). L'Etat soviétique interdit aux juifs tous moyens qui leur permettraient de conserver une culture autonome. L'étude de l'hébreu conduit tout droit en prison. Un nombreux clausus limite l'entrée des juifs dans l'éducation, l'armée, la diplomatie, sans parler des tracasseries constantes dans la vie quotidienne.

Il fallait sans doute que Mikhaïl Gorbatchev vienne en France, relations internationales obligent. Il fallait aussi que des voix se lèvent pour que l'opération de charme du nouveau maître du Kremlin ne fasse pas oublier la réalité soviétique et ses victimes. Objectif atteint.

Emmanuel MOUSSET

(1) «L'Humanité» a eu le culot de prétendre le contraire dans des articles signés de Moscou et justement dénoncés par Yvan Levaï sur Europe 1 le 30 septembre.

BRÈVES

COMMENT RETROUVER
F. GRENDÉL ?

L'établissement de la nouvelle grille horaire pour la rentrée sur «Europe 1» ne s'est pas faite sans difficulté et a été l'objet de multiples négociations triangulaires entre le directeur général, les présentateurs vedette, et la SOFIRA - principal actionnaire de la station - qui représente le gouvernement. Avec cette nouvelle grille c'est donc maintenant à 7 h 25 (tous les jours du lundi au vendredi) que les lecteurs de «Royaliste» peuvent écouter la «chronique» de notre ami Frédéric Grendel.

DES VAGUES
AUTOUR DE L'ÉPAVE

Depuis trois quarts de siècle l'épave du Titanic fascine les gens et les richesses qu'elle renferme suscitent les convoitises. L'Institut français de recherches marines s'était associé à la société américaine Doss Inc. pour la découvrir et renflouer sa cargaison. C'est la partie américaine de la mission qui, cet été, réussit la localisation et commercialise aujourd'hui les 12.000 photos couleurs qui ont été prises, «oubliant» leur associé français. L'Institut français qui avait investi 5 milliards de francs se débat aujourd'hui pour faire reconnaître ses droits. Cela promet pour la véritable opération de renflouement de la cargaison qui devrait commencer en commun l'an prochain !

NETTOYAGE D'ÉTÉ

Petite révolution dans l'extrême gauche : les pro-chinois du «Parti communiste marxiste-léniniste» (P.C.M.L.) ont décidé de changer le nom de leur organisation qui devient le «Parti pour une alternative communiste» (PAC). Expliquant ce changement à la presse, Pierre Bauby, le secrétaire politique du mouvement a déclaré que «le terme marxiste-léniniste donne une vision des références réductrice». On ne te le fait pas dire, camarade !

Casse-tête L'impasse calédonienne

Quand chaque camp peut se targuer de sa victoire sur l'adversaire, cela s'appelle une impasse. La question est de savoir comment en sortir. Tel est le problème posé après la proclamation du résultat des élections en Nouvelle Calédonie.

En apparence tout le monde est vainqueur : le FLNKS qui a gagné trois régions sur quatre, et le RPCR qui est arithmétiquement majoritaire et qui domine au congrès. En fait, les deux camps ont tout lieu d'être inquiets : les «anti-indépen-

Mais la victoire du FLNKS est tout aussi difficile à exploiter. L'apparition d'un vote kanak ne gomme pas la forte majorité (60%) qui s'est prononcée pour le maintien du statu quo. Celle-ci est irréductible, et prête à défendre ses intérêts jusqu'au bout.



Un emblème qui flotte désormais sur trois régions

dantistes» parce que le scrutin a montré que M. Tjibaou n'était pas le chef d'une minorité d'excités mais le porte-parole d'une très large fraction du peuple kanak. En obtenant 28% des suffrages (1) et le contrôle du Nord, du Centre et des îles Loyauté, le FLNKS est désormais une force politique avec laquelle il serait impensable et suicidaire de ne pas compter.

Il faut être aveugle comme Bernard Pons pour qualifier la victoire kanak d'«épiphénomène». Il faut être démagogue comme le RPCR pour faire croire que la victoire de l'opposition en mars 1986 réglerait la question. Il est évident que, au printemps, la situation serait tout aussi difficile à maîtriser pour un gouvernement de droite et qu'une solution de force entraînerait des affrontements sanglants.

Il y a donc blocage, et risque d'explosion d'autant plus grand que les élections, qui se sont traduites par le laminage des listes modérées, ont divisé la Nouvelle Calédonie en deux camps apparemment irréconciliables.

Bien sûr, le gouvernement peut se féliciter d'avoir atteint ses deux premiers objectifs : le déroulement paisible de la campagne électorale, et l'adhésion au plan Fabius-Pisani qui s'est manifestée par l'exceptionnel taux de participation au scrutin. Mais, face à l'impasse actuelle, sa tâche s'annonce plus délicate que jamais. Maintenir la paix civile, créer les conditions d'une nouvelle coexistence entre les communautés exige à la fois fermeté et doigté afin que ce ne soit pas, en définitive, la violence qui gagne.

Yves LANDEVENNEC

(1) Sans oublier les 6% obtenus par les indépendantistes du LKS.

Informatique Une entreprise qui revient de loin

Bull, après avoir aligné des déficits impressionnants depuis de nombreuses années, est sortie du rouge et annoncera des bénéfices pour 1985. Cette nouvelle est le véritable événement du SICOB qui vient de fermer ses portes.

L'histoire tumultueuse de la firme française d'informatique est exemplaire à plus d'un titre. Dans les années 60 la Cie des Machines Bull détenait 30% du marché français (en deuxième position derrière IBM). A la suite d'erreurs de gestion, elle connut alors de graves difficultés financières qui la firent passer sous les contrôles successifs de General Electric, puis d'Honeywell.

Cette perte d'un secteur-clé incita le gouvernement de l'époque à promouvoir un «plan calcul» et ce fut la naissance de la société française CII. IBM profitait de ces soubresauts pour gagner plus de 75% du marché français. Telle était la situation lorsqu'Honeywell à son tour abandonna la partie et permit la fusion de Bull avec la CII. Mais ce n'était plus alors qu'une entreprise exsangue : «meurtrie par 20 ans d'incohérence de la politique gouvernementale, minée par les dettes, déchirée par ses guerres intestines, CII-Honeywell Bull était à l'agonie» (1).

Bull fit alors partie de la four-née de nationalisations du début du septennat. Le gouvernement, sans comprendre que nationalisation ne signifiait pas étatisation, incita le nouveau P.D.G. à supprimer 3000 emplois et à pratiquer une politique de «compatabilité» des matériels avec IBM. Jacques Stern refusa cette ingérence et mit en œuvre ses propres conceptions : restauration d'un climat de confiance interne, restructuration financière avec la création de filiales, reprise d'accord bilatéraux avec d'autres constructeurs européens. Si «Bull n'est pas encore sauvée» comme l'affirme prudemment J. Stern, sa saine politique commence à porter ses fruits, protégée par cette providentielle nationalisation.

Yvan AUMONT

(1) Eric Le Boucher, «Le Monde», 13/9/85.

Scénario catastrophe L'endettement du tiers-monde

Le refus du FMI, opposé par hasard au Mexique à la veille du tremblement de terre, de lui accorder de nouveaux prêts, a choqué l'opinion publique et replacé à la une l'endettement du tiers monde. Chaque jour nous menace d'un séisme d'un autre genre; et il est peu probable que l'assemblée du FMI, qui a lieu à Séoul en ce mois d'octobre, apporte une solution.

Pourtant en 1982, déjà, le Mexique avait failli ne plus faire face au remboursement de sa dette. On s'en était alors tiré en lui accordant, indirectement, de quoi rembourser au moins les intérêts. Cet artifice avait permis de ne pas déclarer ce pays en état de cessation de paiement, et surtout évité l'effondrement des banques envers lesquelles il était engagé. Depuis, le même scénario s'est déroulé plusieurs fois et l'endettement des pays pauvres n'a fait que croître. Si le Mexique doit à l'extérieur 96 milliards de dollars, c'est de 105 milliards qu'il s'agit pour le Brésil, 47 pour l'Argentine, de 28 pour la Pologne, 23 pour la Corée, 22 pour l'Indonésie, 20 pour le Chili et la Yougoslavie... Qu'un seul de ces pays, définitivement acculé par une économie en ruine, ou une opinion publique lasse des sacrifices inutiles, refuse de faire face à ses obligations internationales et c'est alors la déflagration qui pourrait être fatale à l'ensemble des pays développés.

LE CERCLE VICIEUX

Certes, ces derniers ne sont pas tous également menacés. Ce sont les banques américaines qui sont en première ligne. Ce fait n'est d'ailleurs pas rassurant car «il y a, dans l'endettement excessif des agriculteurs (américains) incapables d'honorer leurs engagements après quatre années de mévente, un risque plus grand pour le système américain de crédit que celui représenté par la dette du tiers monde» (1). De toute façon, si l'un des pays cités plus haut en venait à la solution extrême, c'est, par une réaction en chaîne que l'on ne pourrait enrayer, l'ensemble des pays développés qui seraient, tour à tour, terrassés.

Ce «scénario-catastrophe» est-il vraisemblable ? Hélas oui. Car nous avons vu que plusieurs pays sont au bord du gouffre et que les quelques crédits qui leur sont encore accordés leur permettent tout juste de rembourser les intérêts, donc de maintenir une fiction qui ne leur profite en rien. En effet, la dette elle-même ne pouvant être résorbée, tout investis-

— Mais ils ont des circonstances atténuantes car, notamment vers 1970, le besoin de recycler les pétrodollars a poussé les banques et les organismes financiers internationaux à accorder sans grand discernement des crédits à qui les demandait.

— Enfin, le système monétaire international et les Etats-Unis, avec la position dominante du dollar, portent une lourde responsabilité. Que les taux d'intérêts augmentent de deux points à New-York «et les intérêts annuels de la dette de l'Amérique latine grimpent de 5 milliards de dollars» (2). Autrement dit, l'endettement des pays pauvres (et des au-

Briser la position dominante du dollar...



... en réformant le système monétaire international.

sement à long terme est condamné et, par là-même, tout espoir de sortir un jour du cercle vicieux.

QUI EST RESPONSABLE ?

La responsabilité d'une situation aussi absurde est multiple : — les pays concernés ne sont pas «innocents» : fascinés par le «modèle» occidental de développement, ils se sont parfois lancés dans des projets industriels ambitieux, que la concurrence internationale sauvage a rapidement remis en cause, alors que les besoins alimentaires n'étaient pas satisfaits.

tres) peut s'accroître du jour au lendemain, à la suite d'une décision qui leur échappe complètement, sans qu'ils aient bénéficié d'un seul dollar de crédit supplémentaire !

Il est évident que c'est à ce dernier problème qu'il faut s'attaquer en priorité. La France ne cesse, en dépit de l'opposition de Washington, de réclamer une réforme du système monétaire international. Elle a raison. Pour elle-même, et pour les autres.

Alain SOLARI

(1) Jacqueline Grapin, «Le Monde» du 10/09/1985.

(2) Marcel Niedergang, «Le Monde» du 25/09/1985.

Quand le dollar joue au yo-yo

Après les déclarations faites à l'issue du sommet des cinq pays les plus industrialisés, le dollar a accusé une baisse supplémentaire : 0,5 FF le 23 septembre, soit la chute la plus brutale depuis l'instauration des changes flottants. Il n'est pas certain que les autorités monétaires des grands pays, même agissant de concert, aient la situation en main; on estime (mais que vaut cette estimation exactement ?) à 100 milliards de dollars la masse des capitaux flottants, véritable «fortune anonyme et vagabonde».

Dans cette affaire, les grandes banques centrales ont coordonné leur action et, pour une fois, la Réserve fédérale des Etats-Unis a participé à la manœuvre. Ce revirement de la part de Reagan est dû à la formidable pression du Congrès, démocrates et républicains confondus. En effet, les niveaux atteints par la devise américaine ont favorisé les importations à un point qui devient dangereux pour l'économie des Etats-Unis. 300 projets de lois protectionnistes ont été déposés par les parlementaires.

La baisse du dollar est-elle irréversible ? Rien n'est moins sûr. Il faudrait, à tout le moins, une réduction importante du déficit budgétaire américain (pour réduire l'afflux des capitaux étrangers) ainsi qu'une baisse des taux d'intérêts. Ces deux mesures sont loin d'être acquises.

Il est évident que les taux de change ne traduisent pas la réalité économique : n'oublions pas qu'en 1978, le billet vert s'échangeait à 4 francs ! Les économies modernes supportent difficilement des variations aussi artificielles. Les Etats-Unis, comme tous pays, n'agissent qu'en fonction de leur seul intérêt national. Or le dollar est un moyen d'échange international - ce qui leur donne un privilège de moins en moins tolérable - d'autant que les effets d'une telle situation sont dévastateurs pour les autres, notamment les pays sous-développés.

A.S.

La République au roi dormant

“La notion de légitimité du pouvoir est au cœur du débat politique depuis deux siècles”

Royaliste : Qui a eu l'idée de ce livre ?

Bertrand Renouvin : Ce n'est pas moi. En septembre 1984, Jean-Paul Enthoven, directeur d'Hachette-littérature, m'a proposé d'écrire un essai sur - je reprends ses termes - « les pérégrinations de l'idée royaliste à travers notre culture politique ». Le sujet ne pouvait manquer de me séduire. J'ai envoyé un plan, qui fut accepté. Tout au long de la rédaction du texte, Enthoven m'a donné le soutien discret et amical dont tout auteur a besoin. Qu'il en soit ici remercié.

Royaliste : Et le titre ? Il est joli, mais énigmatique. Tu n'aurais pas pu trouver quelque chose de plus percutant ?

Bertrand Renouvin : Je ne voulais ni d'un titre en forme de manchette de journal puisque ce livre n'est pas un manifeste de propagande, ni de quelque chose d'abstrait ou de trop universitaire. Le titre que j'ai trouvé peut paraître un peu léger par rapport au sujet que je traite mais il me semble bien résumer la question. Je reconnais qu'il est ambigu : qui dort, dans cette histoire ? La République ou le roi ? Comme dans le conte, c'est la belle qui est endormie, ignorant que quelqu'un cherche à l'éveiller à elle-même. L'image peut paraître naïve, mais elle me semble refléter la question politique contemporaine, qui est d'une simplicité enfantine, au moins dans sa formulation.

Royaliste : L'ambiguïté du titre se retrouve dans le livre. De quoi s'agit-il ? Est-ce une histoire du royalisme, une réflexion sur la politique actuelle, une présentation déguisée de la Nouvelle Action Royaliste, une prise de position dans les débats intellectuels contemporains ?

Bertrand Renouvin : C'est un essai sur le problème politique français le plus concret, le plus immédiat, le plus visible : celui de la légitimité du pouvoir. C'est dire que l'idée royaliste, dans toutes ses pérégrinations depuis deux siècles, n'a cessé d'être au cœur du sujet. Pour comprendre

ce qui est en jeu, il faut faire de l'histoire, suivre les chemins que la réflexion intellectuelle a empruntés depuis l'effondrement du marxisme, s'interroger sur la politique du général de Gaulle et sur celle de François Mitterrand, s'intéresser aux pays étrangers et aussi au contenu des diverses traditions royalistes qui, depuis deux siècles, se sont efforcées de retrouver l'idée de légitimité et de l'illustrer, chacun à sa manière.

Royaliste : Nous parlerons plus tard du contenu. La définition que tu donnes de ton livre n'est pas entièrement convaincante. Tu parles d'essai, mais on y trouve l'esquisse d'une biographie politique, des souvenirs personnels, des informations qui étaient demeurées jusqu'à présent confidentielles. D'autre part, il est curieux de commencer une étude du problème politique français en analysant des pays étrangers.

Bertrand Renouvin : On ne peut pas dire que la politique est un souci et se taire sur l'origine du sien. Pendant des jours et des jours, j'ai tenté d'éviter cet aspect biographique, pour moi si délicat à exprimer, et que je m'interdisais toujours d'utiliser dans le débat politique. Mais je me suis aperçu qu'il eut été hypocrite de recouvrir de raisonnements et d'abstractions un souci profondément vécu depuis l'enfance. J'ai donc parlé des conditions de ma naissance, évoqué mon père et ma mère, tout ce passé tragique que j'ai semblé renier lorsque je me suis engagé, très jeune, à l'Action française. Au yeux de ma mère, c'était déshonorant. La cohérence de cet itinéraire est apparue en 1971, lorsque nous avons fondé un nouveau mouvement. Quant à l'histoire de notre « Nouvelle Action Royaliste », je ne pouvais manquer d'en tracer les grandes lignes parce qu'il me paraît absurde de séparer l'action politique du débat intellectuel, la réflexion de la vie. Notre réflexion, et toute cette révolution dans le royalisme que nous avons faite, n'est pas seulement née de nos lectures et de nos raisonnements. Dans notre aventure politique, un certain nombre de personnes vivantes - et combien - ont joué un rôle déterminant...

Royaliste : Il y a en effet plusieurs portraits dans ce livre. Tu ne crains pas qu'on t'accuse de complaisance ?

Bertrand Renouvin : Pour expliquer l'importance de certains apports, j'aurais pu accumuler les citations mais, là encore, un simple exposé aurait masqué une part essentielle de notre histoire, qui est faite de rencontres personnelles, et parfois passionnelles. Nous ne sommes pas de purs esprits; Boutang, Saint Robert, Clavel, Grendel, Matzneff non plus. Entre eux et nous, il n'y a pas eu simplement un échange intellectuel, mais une véritable rencontre. J'ai essayé de la dire, sans chercher à faire plaisir. Mais ces portraits, et ce que je dis de l'itinéraire de la NAR ne constituent pas une histoire de notre mouvement. Il sera certainement intéressant d'écrire, dans quelques années, une histoire intellectuelle de la NAR. Mais, pour la réussir, il faudra un regard extérieur. J'ajoute que ce qui nous concerne n'occupe qu'une place modeste dans ce livre. J'ai voulu surtout parler de la légitimité, de sa forme monarchique, et c'est pour cela que j'ai consacré ma première partie à la présence de la monarchie



Publié aux éditions Hachette, le nouveau livre de Bertrand Renouvin vient de paraître. «Royaliste» se doit d'en rendre compte, mais la tâche est plus délicate qu'il n'y paraît. Tout article serait de complaisance, toute critique semblerait artificielle. Pour présenter ce livre, nous avons donc choisi la forme de l'entretien en choisissant, pour le mener à bien, la plus sourcilleuse de nos collaboratrices.

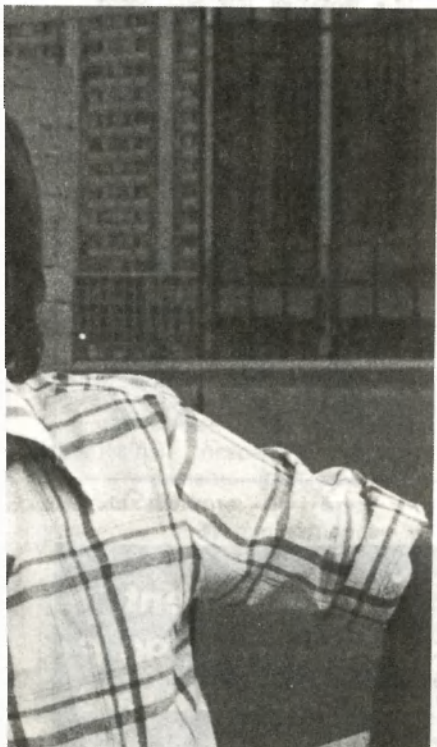
st siècles"

dans le monde d'aujourd'hui. D'où mon analyse des monarchies européennes, qui sont toutes des démocraties, et celle de la Constitution actuelle, qui est monarchique d'esprit.

Royaliste : Tu parles aussi de l'Europe centrale.

Bertrand Renouvin : Oui, j'ai été frappé par ce qu'écrivait Milan Kundera dans un récent numéro du «Débat», et par la description que font Robert Musil et Joseph Roth, deux auteurs complémentaires que j'aime beaucoup, de la monarchie plurinationale des Habsbourg. J'ai aussi voulu rendre hommage à un Allemand méconnu, que Luc de Goustine m'a fait découvrir, un monarchiste qui fut d'une extraordinaire lucidité sur le nazisme et le monde moderne, et qui est mort dans un camp de concentration.

Royaliste : Cette première partie ne provoquera sans doute pas beaucoup de contestations. En revanche, la seconde risque d'être mal acceptée; Maurras et l'Action française sont durement étrillés. Pourquoi ? Tu règles des comptes avec ton passé ?



Bertrand Renouvin : Non. Les comptes ont été réglés en 1971 et la polémique avec les héritiers de l'Action française ne m'intéresse pas. Mais il fallait bien que j'aborde l'immense question du maurrassisme, dans ce livre sur les «pérégrinations» de l'idée royaliste. Sur ce point, je me suis contenté de suivre le conseil de Maurras, qui voulait qu'une politique fût jugée à ses résultats. Or ce qui apparaît, c'est la dérive de la pensée maurrassienne vers des abstractions mortelles mêlées à des passions d'une insoutenable violence. Le résultat, c'est que ce mouvement catholique est condamné par le Vatican, que ce mouvement royaliste est condamné par les princes, que ce mouvement nationaliste est accusé de trahison. La tradition royaliste, que l'Action française voulait monopoliser, faillit en mourir.

Mais il y a d'autres traditions royalistes, moins connues, mais souvent plus intéressantes pour notre temps : celle des catholiques sociaux du 19ème siècle, qui se prolonge jusqu'au général de Gaulle, et la tradition libérale - celle de Tocqueville, de Constant, de Guizot, qui est d'une pleine actualité, et pas seulement un effet de mode. Les libéraux français ont fait la théorie de la démocratie représentative, et montré qu'elle ne pouvait exister sans pouvoir arbitral. Il y a là matière à réflexion. Et puis, surtout, il y a la tradition royale, celle qu'incarne le comte de Paris, et qui a joué un rôle décisif dans notre évolution.

Royaliste : Là encore, tu as pris des risques...

Bertrand Renouvin : C'est vrai. Mais les risques dont tu parles sont inhérents à l'existence du royalisme. Je reconnais que l'équilibre est très difficile à trouver : trop éloignés du prince, nous risquons de faire de la monarchie un système; trop proches de lui, nous nous exposons à une confusion dangereuse, préjudiciable au prince puisque celui-ci ne peut être un chef de parti. Il faut donc vivre cette difficulté avec, toujours présente à l'esprit, la possibilité d'une mauvaise appréciation de la distance à conserver, qui nous ferait recommencer les fautes des ultras du 19ème siècle, et de l'Action française.

Royaliste : Reste la partie que tu consacres au débat intellectuel. Les choses vont bien de ce côté, trop bien peut-être. Ne va-t-on pas t'accuser de récupérer les penseurs dans le vent, de les royaliser à leur corps défendant ?

Bertrand Renouvin : Je me borne à un constat, et je m'interdis toute conclusion. Il est vrai que l'image de

la monarchie dite d'Ancien régime est aujourd'hui complètement différente. Il est vrai que l'on regarde autrement la Révolution française et que la question de la Terreur est devenu «incontournable» comme on dit aujourd'hui. Il est vrai que la tradition républicaine est soumise à la critique et que son apologie est, elle aussi, très révélatrice de ses paradoxes. Il est vrai, enfin, que l'on redécouvre la question du politique. Je me suis contenté de lire Glucksmann, Foucault, Furet, Louis Dumont, Marcel Gauchet. J'ai eu la chance de suivre des séminaires, à l'école Polytechnique avec J.-M. Domenach et J.-P. Dupuy, rue d'Ulm avec Bernard Manin, qui m'ont beaucoup apporté. Mais je ne royalise personne, et je n'ai aucune prétention à la synthèse. Je constate que les anthropologues, les philosophes politiques et les épistémologues d'aujourd'hui ne contredisent pas nos propres thèses.

Royaliste : Tout cela semble loin de la politique quotidienne...

Bertrand Renouvin : Au contraire. Le débat politique est hanté par l'idée de légitimité et la question de la cohabitation est fondamentale à cet égard. Il s'agit de savoir si le rôle arbitral du chef de l'Etat et son indépendance seront préservés, ou si nous allons revenir aux errements anciens.

Royaliste : D'où le soutien à François Mitterrand ?

Bertrand Renouvin : Oui, et sur des points essentiels. Ce livre n'entre pas dans le débat pré-électoral mais j'ai tenu à souligner l'importance historique de ce qui s'est passé en 1981 : en acceptant les institutions de la

BERTRAND RENOUVIN

La République au Roi dormant



HACHETTE

Vème République, en assumant la fonction présidentielle selon la tradition de 1958, le président de la République a achevé la révolution de l'idée républicaine : autrefois doctrine de combat, intolérante et diviseuse, la République est redevenue la res publica, le bien commun. Ce constat ne fera peut-être pas plaisir à François Mitterrand, qui est sentimentalement très attaché au républicanisme d'autrefois. Mais le fait est qu'il a mis un terme à une querelle de deux siècles. D'où la transformation du projet royaliste : il ne s'agit plus de détruire le régime, comme sous la IIIème République, mais d'accomplir ce qui est à l'œuvre depuis 1958.

propos recueillis
par Sylvie FERNOY

Dépêchez-vous !

Le livre de Bertrand Renouvin est maintenant disponible et nos lecteurs qui y ont souscrit devraient l'avoir reçu d'ici quelques jours. Le bon de commande ci-dessous permettra aux autres de passer leur commande sans tarder.

BON DE COMMANDE

à retourner à «Royaliste», 17, r. des Petits-Champs 75001 Paris
CCP 18 104 06 N Paris

NOM/Prénom/Adresse :

.....

.....

commande «La République au roi dormant»

- ☐ 1 ex. - franco : 80 F
- ☐ 2 ex. - franco : 153 F
- ☐ 3 ex. - franco : 215 F
- ☐ 5 ex. - franco : 320 F

Roman L'école de Satan

Les grandes manifestations de 1984 nous l'ont rappelé : la guerre scolaire est une constante de la vie politique française depuis un siècle. Toujours latente elle se traduit dans la vie de tous les jours par des mesquineries qui, à l'échelle d'une communauté villageoise, prend parfois des proportions gigantesques.

Il est des régions, comme la Bretagne que décrit Maurice Polard dans son premier roman (1), où les gens sont mystérieux. Ils ne parlent pas beaucoup mais n'en pensent pas moins et agissent en conséquence. On ne dit pas ouvertement que l'école publique est l'école du diable, mais on se signe quand on passe devant pour se protéger du Malin. On ne dit pas que les instituteurs sont des suppôts de Satan mais on les rejette : leurs enfants n'ont pas de copains dans la cour de récréation et leurs femmes n'ont aucune amie. Enfin on envoie sa progéniture à l'école communale mais qu'il s'ouvre une institution tenue par des religieuses et l'école se voit dans l'obligation de fermer ses portes faute d'élèves.

Le regard jeté sur ce monde étrange est celui de Samuel Rohellou (dix ans) d'autant plus concerné par cette querelle qu'il est le fils du directeur de l'école. Et ses sentiments sont ceux d'un enfant troublé par le rejet dont est victime sa famille : «Je comprends que c'est un péché de nous fréquenter» et son père de lui répondre : «C'est pire. C'est le scandale. Nous sommes cause de scandale». Et cela l'émeut car il trouve, par ailleurs, au catéchisme un intérêt particulier. Il est fasciné par la lecture du missel : «C'était des paroles étranges mais belles à vous couper le souffle»

De ce roman attachant, se dégage certes une vision assez dure d'une société villageoise dans la Bretagne des années cinquante. Mais il s'agit, en fait, du témoignage vécu d'un enfant victime des conflits d'une communauté qui cherche son unité et ne la trouve que dans l'exclusion d'un «bouc émissaire».

Patrice LE ROUÉ

(1) Maurice Polard - La saison du maître - Ed. Gallimard.

Symboles Naissance de la nation

La France a été mille fois racontée, et de bien des manières. Voici une nouvelle histoire, passionnante : celle du regard que notre pays a porté sur lui-même.

Rien n'est plus difficile à faire que l'histoire d'un sentiment, surtout lorsque celui-ci est collectif. On peut bien sûr dissenter sur l'âme d'un peuple et le génie d'une nation. Autre chose est de retrouver, en se gardant des simplifications et des anachronismes, les croyances et les mentalités qui ont permis l'émergence d'une communauté. Dans cette maturation, les institutions, les grands personnages et les batailles jouent un rôle certes décisif. Mais il existe des données plus subtiles qui éclairent les comportements et les choix : celles que Colette Beaune fait apparaître dans un livre très savant, qui sera désormais la référence première de ceux qui s'interrogent sur l'identité de notre pays.

Cette identité, nous sommes évidemment habitués à la penser selon la culture et la politique moderne : Etat laïc et centralisé, unité linguistique et culturelle, symboles datant de la Révolution et de la 3ème République. Autant de références fortes,

qui nous empêchent d'imaginer d'autres façons de vivre la France, de raconter ses origines, de fixer son image, de comprendre son destin. Pourtant notre pays est né et a vécu, tout au long de l'époque médiévale, selon d'autres valeurs, s'est défini par d'autres mythes, s'est retrouvé autour d'autres symboles. Bien sûr, nous n'ignorons pas que la France fut d'abord une terre de chrétienté, que saint Denis et les fleurs de lis sont des références et des emblèmes communs, que saint Louis est une figure majeure du temps. Mais nous avons oublié que la France naissante avait inventé le mythe d'une origine troyenne, nous avons tendance à négliger la référence à Clovis, à Charlemagne, au roi David, et cette idée, fondamentale au Moyen Age, que la France, inscrite dans le plan de Dieu, se conçoit comme le peuple élu, successeur d'Israël et destiné à jouer un rôle prééminent parmi les autres pays.

EVOLUTION DES SYMBOLES

Il est passionnant, surtout, de suivre avec Colette Beaune l'invention des mythes et des symboles, la façon dont ils évoluent et sont parfois abandonnés. Saint Denis, abusivement présenté comme l'Aéropagite et longtemps vénéré comme saint patron de la monarchie, est délaissé au 15ème siècle lorsque le lien entre le roi et Paris se distend par suite de la trahison de la capitale. Saint Louis, présenté comme roi mendiant puis comme roi fastueux, ne devient la référence principale de la monarchie qu'à partir du règne d'Henri IV. Et l'on suivra avec une attention toute

particulière la naissance de la théologie et de la symbolique de la fleur de lis et la redécouverte tardive de la loi salique, qui survint à point nommé pour devenir le principe fondamental de la monarchie. Ce ne sont là que quelques exemples, qui ne disent pas assez l'extraordinaire richesse du livre de Colette Beaune, la précision avec laquelle l'auteur montre l'apparition du sentiment national, la «prise de conscience» d'une unité qui ne sera que très tardivement linguistique et culturelle.

Mythes et symboles contribuent à faire de la France, pour chacun de ses habitants, une réalité aimée. Le livre de Colette Beaune est indispensable pour la mieux comprendre.

B. LA RICHARDAIS

Colette Beaune - Naissance de la nation France - NRF Gallimard, Bibliothèque des Histoires, 1985. Prix franco : 155 F.



Saint-Louis, dessiné par Ingres.

Saint Louis ne devient la référence principale de la monarchie qu'à partir d'Henri IV.



Cité
Revue de la Nouvelle Citoyenneté

Emmanuel Le Roy Ladurie

Abonnement
4 numéros : 90 F
CCP 2 398 263 N Paris

Métamorphoses de la France ?



L'essai de Carlos de Sa Rego sur la France ne fera pas plaisir à grand monde, même pas à nous. Des objections surgissent au fil de l'argumentation mais sa force d'ébranlement demeure intacte, d'autant que si la nostalgie de grandeur de notre Etat-nation s'y trouve mise à mal, l'amour de la France n'en est pas diminué.

La thèse essentielle de Sa Rego est que la nation française arrive au terme de la grande aventure dans laquelle elle a été jetée depuis le XVII^e siècle. De Richelieu à de Gaulle, tel « *un château fort national fiché au cœur d'une terre d'empire* », la France s'appuie sur son Etat. « *Elle tire son génie de cette rassurante muraille qui la protège des puissances qui l'entourent, et lui permet de ramasser ses forces et de consolider ses acquis. Une culture brillante, originale, fière de son soliloque, peut ainsi fleurir à l'ombre du vieux rempart* ». Les autres nations européennes n'ont pas la même obsession de leur rang parce que leur tradition étatique est tout à fait différente.

Force et faiblesses de l'Etat-nation

La force de l'Etat-nation est fondée sur un trépied. En premier lieu, la culture : « *La monarchie, en s'assurant la collaboration loyale du clergé gallican, neutralise de la sorte son concurrent le plus dangereux qui avait la charge de régenter les esprits. L'Etat peut ainsi concevoir la vie intellectuelle du pays comme relevant de son domaine exclusif* ». L'économie est également un terrain d'intervention continue, même si le dirigisme a connu chez nous des hauts et des bas. Enfin, l'armée constitue le troisième pilier du dispositif. De la monarchie à la république, les données n'ont pas changé et se seraient plutôt afferemies par le biais de la souveraineté populaire nationale. Tous les intermédiaires entre l'Etat et la nation sont court-circuités : le roi, l'Eglise. « *La Révolution, en proclamant l'égalité et en faisant de l'Etat le garant des droits naturels justifie pleinement la confiance renouvelée des Français, en leur Léviathan désormais démocratique* ».

La défaite catastrophique de 1940 aurait pu jeter définitivement à terre l'ambition française d'être au centre des affaires du monde. L'effondrement des empires coloniaux aurait pu être le coup de grâce. Mais par le fait d'un seul homme, de Gaulle, la logique du déclin s'est trouvée brusquement enrayée, ce prodigieux demiurge ayant le génie de transformer notre faiblesse en force. Une politique moderne de grandeur se dessine dont François Mitterrand sera l'héritier direct. Une Europe à la française appuyée sur l'axe Bonn-Paris se construit. Paris y a la prédominance politique : le poids de l'effondrement nazi, plus tard la force de frappe française. Outre-mer, le général joue à la fois de la rivalité des grands, du prestige d'une troisième voie pour le tiers monde, de sa zone d'influence privilégiée dans l'Afrique décolonisée... C'est la restauration de l'Etat qui permet cette politique d'indépendance recouvrée.

Pourtant ce contrefort gaullien établi pour sauvegarder la puissance de l'Etat-nation serait selon Sa Rego d'une fragilité redoutable : « *Les grands équilibres politiques hérités de la dernière guerre mondiale se lézardent de plus en plus vite, amenant leur lot de périls, mais aussi de nouvelles opportunités* ». Résumons. L'Europe à la française ne tient plus dès lors que l'Allemagne est tentée par la réunification. Nulle illusion du côté de la communauté européenne : elle s'effrite, se cherche dans un pragmatisme étranger à toute idée supérieure d'un rôle à assumer dans le monde. La politique africaine est compromise. Les classes dirigeantes d'Afrique ont appris à jouer d'autres protecteurs. La concurrence que nous font les Américains est désormais directe. Par ailleurs, nos velléités d'agir en dehors des blocs est contradictoire avec notre souci des grands équilibres.

La force de frappe elle-même se trouve aux yeux de l'impitoyable Sa Rego marquée non pas d'obsolescence mais de confusion. Si l'on ajoute à cette somme de désillusions, celle durement ressentie par nos socialistes confrontés aux limites de l'interventionisme économique, la boucle paraît bouclée. Non !

Le pire est à venir

Le plus grave est encore à venir, puisqu'il tient à la légitimité même de l'Etat-nation, aux bases mêmes de l'Etat de droit moderne. Nul ne croit plus comme Jean-Jacques Rousseau que « *le souverain n'étant formé que des particuliers qui le composent n'a, ni ne peut avoir, d'intérêt contraire au leur; par conséquent la puissance souveraine n'a nul besoin de garant envers les sujets, parce qu'il est impossible que le corps veuille nuire à tous ses membres*... ». Encore, l'auteur du Contrat social avait-il pris la précaution, par l'intermédiaire du législateur de garder une référence à la transcendance, probablement très conscient de la fragilité de sa construction. Aujourd'hui que la sécularisation a anéanti toute extériorité de l'origine du Droit, les sociétés se trouvent confrontées à un vide éthique d'autant plus terrifiant que les questions que pose à l'homme le pouvoir qu'il a acquis sur lui-même sont abyssales.

Dès lors, nos sociétés, spécialement la société républicaine française, sont frappées d'une faiblesse rédhibitoire. Ce ne sont pas les couplets de J.-P. Chevènement qui lui rendront quelque souffle. La raison dont il se prévaut est trop mécanicienne pour suppléer à l'absence de sens. Par contre Jean-Paul II vient à point nommé. Avec lui, « *l'Eglise veut intervenir dorénavant dans tous les domaines de la vie sociale, au nom d'une éthique dont elle se proclame la vestale* ». Plus question de demeurer dans la niche consentie par la société laïque. Il s'agit d'affirmer hautement sa visibilité et sa réticence. Selon Sa Rego, le catholicisme français serait le plus rétif à entrer dans cette stratégie à cause de sa tradition gallicane.

Le message « millénariste » de Jean-Paul II serait déstabilisateur. L'exemple américain le démontre avec les interventions épiscopales sur la défense et l'économie qui viennent contester directement la politique réaganienne et la société. Mais le terrain européen est le plus propice à une nouvelle prédication de l'Atlantique à l'Oural. L'Eglise apparaît à la face du monde comme gardienne du droit et protectrice de la liberté, non pas parce qu'elle se rallie à la modernité, mais parce qu'elle la défie au nom de sa spécificité évangélique.

Voilà bien des idées, irritantes ou stimulantes, décourageantes ou utilement corrosives ! Il faudra une discussion serrée. En deux mots, le tableau de Sa Rego me paraît tiré un peu au noir. Son appel final à une France méditerranéenne abandonnant ses prétentions universelles réclamerait de sa part un autre livre d'explication. Surtout, la force démonstrative de son essai est articulée sur une simplification du génie français et de notre tradition bien plus multiple. Il y a dans notre passé même d'autres modèles d'articulation entre le spirituel et le temporel, le peuple et l'Etat. Mais je renvoie sur ce sujet à *La République au roi dormant* de Bertrand Renouvin, partenaire indispensable au débat amorcé par Carlos de Sa Rego.

Gérard LECLERC

Carlos de Sa Rego - Une nostalgie de grandeur - Essai sur la France Etat-Nation - Ramsay, 1985, 300 pages, prix franco : 128 F.

Universel

Kurosawa politique

A propos de «Ran», tout et son contraire a été dit, ou presque. Que Kurosawa, malgré son grand âge, faisait partie des meilleurs cinéastes du moment. Que son film shakespearien était superbe, macabre, etc. Mais il est un aspect sur lequel les commentateurs n'ont pas beaucoup insisté : sa dimension politique.

Pourtant, trois films d'Akira Kurosawa, parmi les plus beaux de son œuvre, («Les sept samouraïs», «Kagemusha» et «Ran») ont pour sujet le pouvoir politique et sa légitimité.

Dans le premier, réalisé en 1954, un village de paysans terrorisés et rançonnés par une bande de brigands fait appel à des samouraïs pour les débarrasser de ce fléau. Dès lors la légitimité acquise par ces nobles chevaliers, et reconnue par les paysans, l'est au nom du service rendu : permettre aux rapports sociaux de s'exercer dans des conditions idéales.

Dans «Kagemusha» (1980) et «Ran», la démarche est inverse, dans la mesure où la paix sociale existe au départ. Mais dès que se pose le problème de la transmission du pouvoir, des risques de guerre civile se profilent. En ce qui concerne «Kagemusha» (l'ombre du guerrier) cette échéance tragique est retardée par un subterfuge. Le monarque légitime et respecté par tous meurt accidentellement. Ses conseillers le remplacent alors par un sosie sans pouvoir réel. Fidèle à la tradition japonaise (1) Kurosawa montre ainsi que le pouvoir politique n'a pas be-

soin d'exister réellement mais qu'il lui suffit d'avoir les moyens de paraître.

En revanche, dans «Ran» (chaos) le problème de la transmission du pouvoir s'impose d'emblée. Avant de mourir un puissant seigneur commet l'erreur de partager ses pouvoirs entre ses trois fils. Il met ainsi fin à une période de stabilité durement imposée à ses vassaux car ses fils vont, sans attendre, se livrer bataille et plonger le «royaume» dans le chaos.

Cette question lancinante de la transmission du pouvoir traitée par Kurosawa dans «Ran» et une partie non négligeable de son œuvre n'est pas spécifique au Japon et, dans ce sens tend à l'universel. Aussi serait-il dommage de voir dans «Ran» un simple film d'action, un western ou un film de cap et d'épée à la japonaise. «Un film d'action, disait Kurosawa en 1954, peut n'être qu'un film d'action. Mais quelle chose merveilleuse s'il peut en même temps prétendre peindre l'humanité».

Nicolas PALUMBO

(1) Au centre de la capitale japonaise se trouve un lieu interdit qui abrite le «rien sacré» de l'empereur. C'est un centre vide protégé par de nombreux remparts symboliques.



Réaction

Le professeur d'histoire

Au delà d'une histoire qui s'essoufle trop vite, Volkoff nous délivre dans ce dernier roman (1) des réflexions qui rejoignent les nôtres, dans une certaine mesure...



ment fallu des échafaudages pour obtenir cet effet, mais ensuite on les avait enlevés, et l'ensemble tenait uniquement par la poussée contraire des arceaux qui maintenaient en place ce pendentif, qu'on aurait pu croire ornemental. Otez-le : tout s'effondrerait. C'est l'idée d'«extériorité» que l'on retrouve ailleurs : «Constitutionnelle ou non, il n'y a pas de royauté sans droit divin». Le cheminement capétien se confond avec celui de la France et «si elle a su repousser d'un coude les Anglais, de l'autre les Austro-Espagnols, des deux mains les Allemands et d'un doigt le pape, si elle a secrété sa propre langue, si elle a fait épanouir sa civilisation propre, c'est par le ciment de la royauté, autrement dit par le miracle de la Sainte Ampoule».

Dès lors l'histoire n'a pas de sens, l'histoire n'a pas de centre pas même ce Pacifique mythique promis pour l'an 2000; pas de sens si ce n'est, reprend le professeur, comparant l'onction du sacre à l'acte même de la procréation : ces «gouttes infinitésimales d'une huile dont l'origine ne sera jamais connue (marquant), génération après génération, des hommes de la même lignée, c'est-à-dire issus d'une succession de gouttes également infinitésimales qui faisaient qu'ils étaient les fils les uns des autres.»

Philippe DELORME

(1) Vladimir Volkoff -Le professeur d'histoire- Ed. Julliard. Prix franco : 90 F.

Le père, Frédéric Foncrest, noble déchu (ma fortune ? «je l'ai perdu au XVIIIème siècle») enseigne l'histoire dans une obscure institution provinciale. Son fils, Joël, il ne l'a pas revu depuis vingt ans quand, jeune américain à l'individualisme absolu («ce que je n'ai pas choisi, ce n'est rien») il débarque un soir chez lui.

Dès ce moment, s'engage un échange - un combat parfois - entre deux hommes. Foncrest, catholique intégriste («je préfère le grégorien aux chants scouts»), partisan d'une société hiérarchique et d'une monarchie traditionnelle, va être, on s'en doute, le porte-parole éloquent des idées de Volkoff. C'est l'occasion de quelques morceaux admirables sur la royauté française, et qui illustrent si bien sur ce sujet nos propres conceptions.

De la position «centrale» du pouvoir monarchique, Volkoff-Foncrest donne une image lumineuse : «Un jour, en Bourgogne, j'ai vu un manège. Vingt-quatre arceaux soutenaient le toit; ils se rencontraient au centre, où un pendentif sculpté servait de clef de voûte. Il avait sûre-

**aidez-nous
pour faire
connaître
Royaliste**

Engagement

Pour suivre notre action de plus près : adhérez à la NAR !

MERCREDI DE LA NAR

Chaque mercredi nous accueillons nos amis et sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 h très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 h mais ceux qui le désirent sont alors invités à un buffet qui permet de poursuivre les discussions dans une ambiance amicale (participation aux frais du buffet : 18 F).

● **Mercredi 9 octobre.** C'est par la présentation du nouveau livre de **Bertrand Renouvin**, «La République au roi dormant» que nous reprendrons la série de nos conférences. Bertrand Renouvin se fera un plaisir, à cette occasion, de consacrer son ouvrage à l'issue du débat. Les souscripteurs sont spécialement invités à participer à cette réunion pour retirer leur livre en évitant ainsi les délais d'acheminement postaux.

● **Mercredi 16 octobre.** Jean-Marie Colombani est le chef du service politique du «Monde». C'est dire l'attention et la compétence avec lesquelles il a suivi l'affaire de la **Nouvelle-Calédonie**. Il a regroupé l'ensemble de ses réflexions dans un livre, «L'Utopie calédonienne» qu'il viendra nous présenter en introduction au débat sur cette question remise au premier plan de l'actualité avec le résultat des dernières élections.

JEUNES ROYALISTES

Jean-Marie Tissier reprend cette année directement en mains l'organisation des activités étudiantes. Nos amis qui désireraient participer aux conseils de rédaction de «Royaliste-Université», à la formation des nouveaux sympathisants, à la propagande dans les universités, aux ventes à la criée du journal (notamment à la gare St-Lazare à Paris) et aux affichages, sont priés de se mettre en contact avec lui en écrivant ou téléphonant au siège (42.97.42.57).

COLLOQUE EN BELGIQUE

Un colloque universitaire se tiendra à Namur les 19 et 20 octobre prochains. Il sera consacré à la permanence des idées constitutionnelles du général de Gaulle en France et dans le monde. Universitaires et hommes politiques de différents pays viendront présenter des communications sur ce thème très actuel. La NAR y sera représentée par Bertrand Renouvin qui traitera de «De Gaulle et la tradition républicaine». Renseignements et inscriptions auprès du Cercles d'Etudes Charles de Gaulle, avenue Nellie Melba 105, B 1070 Bruxelles.

— se réjouit que la presse fasse librement son métier, dans un pays qu'on disait il y a peu menacé dans ses libertés fondamentales,
— conteste aux représentants de la droite, nostalgiques d'un septennat giscardien marqué par tant de scandales, le droit de s'ériger en juges de la moralité du pouvoir,
— réaffirme sa confiance au Président de la République et au Premier ministre, en souhaitant que toute la lumière soit faite sur la lamentable affaire Greenpeace.

COMMUNIQUÉ DU 22 SEPTEMBRE 1985 SUR L'AFFAIRE GREENPEACE

La Nouvelle Action Royaliste :
— déplore qu'un ordre aussi absurde que celui de la destruction du Rainbow Warrior ait pu être donné,
— s'indigne du comportement de certains militaires qui bafouent l'autorité de l'Etat, auquel ils doivent obéir,

BOURGES

C'est le samedi 19 octobre à partir de 18 h que notre délégué départemental accueillera amis et sympathisants pour une réunion de rentrée et de reprise de contact, avec la participation d'Emmanuel Mousset, délégué national de la NAR. Les nouveaux lecteurs de «Royaliste», nombreux dans le Cher, sont cordialement invités à y participer. Cette réunion se tiendra à l'Hôtel des Syndicats, salle numéro 2, 1er étage, 14, rue Michel de Bourges à Bourges. Vers 20 h, repas amical pour ceux qui le désireront. Tous renseignements complémentaires peuvent être obtenus en écrivant à N.A.R. - B.P. 2044 - 18026 Bourges Cedex.

EDITION : «MONARCHIE ET POLITIQUE ÉTRANGÈRE»

Que les souscripteurs du livre d'Yves La Marck se rassurent. Avec quelque retard sur nos prévisions initiales sa fabrication est maintenant en chantier et l'ouvrage paraîtra pour le 15 novembre. Rappelons que ce texte marque un véritable réveil de la pensée monarchiste en matière de politique étrangère. Regis Debray ce «vieux républicain» - comme il se dé-

finit lui-même - a accepté d'en faire la préface et Paul-Marie Couteaux, qui occupe un poste-clé dans le domaine de la francophonie, y a adjoint ses réflexions en guise de postface. Nous incitons ceux de nos lecteurs qui ne l'ont déjà fait à nous commander ce livre dès maintenant pour nous permettre d'ajuster le tirage. Prix franco : 95 F.

ADHÉREZ !

Lire «Royaliste» c'est bien. nous aider par vos conseils, vos dons, votre propagande c'est mieux. Mais signer votre adhésion à la N.A.R. c'est mieux encore. En devenant un adhérent à part entière de notre mouvement vous pourrez élire les dirigeants et participer à la définition de la ligne politique, vous recevrez régulièrement une publication spécifique «la lettre aux adhérents» qui fait le bilan de nos activités et donne des informations que l'on ne peut trouver nulle part ailleurs. Et surtout vous nous apporterez un supplément de crédibilité auprès des médias et du monde politique, vous nous permettrez de mieux connaître notre force et de parfaire notre implantation.

Sur simple demande de votre nous vous enverrons tous les renseignements pratiques nécessaires. Votre adhésion nous est indispensable pour rendre notre action plus efficace.

OFFRE SPÉCIALE AUX NOUVEAUX LECTEURS

Vous qui venez de découvrir ce journal pour la première fois, nous vous proposons de vous **informer plus complètement** en vous faisant une offre exceptionnelle **sans engagement de votre part**.

Nom/ Prénom/ Adresse :

.....

.....

désire recevoir sans engagement de ma part :

- Un abonnement d'essai de trois mois à «Royaliste»
- Un livre présentant la vie et les idées du comte de Paris
- Un livre programme : «La révolution tranquille»
- Une brochure : «Connaissez-vous les royalistes d'aujourd'hui ?»
- Une documentation complète sur la N.A.R. et ses publications

le tout (d'une valeur de 120 F) **pour 50 F seulement**.

Réglement à l'ordre de «Royaliste», 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris CCP 18 104 06 N Paris

Greenpeace, le pouvoir et ses juges



Est-il possible de faire le point sur l'affaire Greenpeace qui a semblé, pendant quelques jours, faire vaciller l'Etat ? Assurément non, puisque les déclarations du général Imbot lui ont donné une toute autre dimension, encore difficile à apprécier au moment où j'écris. Du moins peut-on faire quelques observations sur la façon dont la crise politique a été traitée, vécue et résolue par les divers acteurs de la vie publique.

Le premier fait, positif, a été l'extrême discrétion des chefs de l'opposition. Qu'il s'agisse de R. barre, qui avait fait début septembre une remarquable déclaration sur la «ténébreuse affaire», de J. Chirac ou de Giscard, aucun des principaux adversaires du gouvernement n'a cherché à envenimer la crise. Sans doute, les seconds couteaux ont-ils joué leur rôle, «marquant» le premier ministre comme dans une partie de ballon. Mais les vrais responsables de la droite se sont tus, par prudence sans doute, mais aussi par respect des intérêts vitaux du pays. Quelle que soit l'ardeur des affrontements, la défense nationale et la politique extérieure demeurent intouchables.

QUESTION DE CONSCIENCE

Il faut se féliciter de cette sagesse, qui coïncide avec celle de l'opinion. Attentive, mais silencieuse, critique ou inquiète devant les embarras du pouvoir, elle semble avoir estimé que les affaires secrètes devaient le rester et, encore une fois, qu'il ne fallait pas toucher à la défense du pays. Manifestement, le mouvement Greenpeace ne bénéficie pas d'une grande sympathie. A la différence des autres crises et des scandales du précédent septennat, la partie ne s'est donc pas déroulée entre le pouvoir, l'opposition et l'opinion, mais entre le pouvoir et la presse, les protagonistes habituels demeurant spectateurs.

L'ardeur et parfois l'acharnement de la presse écrite et audiovisuelle contraste fortement avec la prudence et la sagesse qui viennent d'être soulignées. Dans l'affaire, la presse a été en pointe, et fière de l'être. Nul ne songe à lui contester son droit, sa liberté, son existence. Et surtout pas nous qui sommes, modestement, partie prenante. Cela n'exclut pas un regard critique sur des *media* qui se présentent, avec humilité, comme un contre-pouvoir. Cette définition est à la fois vraie, et trop partielle. Vraie parce que l'affaire Greenpeace a montré que la presse écrite, et surtout audiovisuelle, échappait complètement à l'emprise ou à l'influence du pouvoir politique. C'est tout à fait frappant en ce qui concerne la télévision, étroitement contrôlée sous de Gaulle comme sous Pompidou et Giscard, et qui est devenue un système autonome, obéissant à sa propre logique, et manifestement indifférente aux désirs de l'Etat.

Dans la mesure où les *media* se comportent désormais ainsi, force est de les considérer aussi comme une puissance, d'autant plus impressionnante qu'elle ne connaît pas de contre-poids. C'est elle qui fait et défait les réputations, décide de l'importance des sujets, en fonction de ses propres critères. Loin de dominer les *media*, le pouvoir et les hommes politiques doivent la séduire, se conformer à ses règles, entrer dans la logique du spectacle qu'elle donne. Le traitement de l'affaire Greenpeace est, là encore, très révélateur de cet état de fait. Libre de ses investigations et de ses jugements, ce dont il faut se féliciter, c'est la presse qui a mené le jeu, s'auto-célébrant, décidant des questions qui seraient posées et de celles qui ne le seraient pas (par exemple les étranges imprudences des agents de la DGSE en France, en Angleterre et en Nouvelle Zélande) et trainant devant son tribunal un Premier ministre présumé coupable, sans qu'on puisse expliquer cette passion par des motifs politiques puisque ce n'est pas la presse de droite

qui a relancé l'enquête. Cette agressivité «à l'américaine» de la presse n'est pas condamnable. Mais il faut bien constater que, dans les affaires politiques, la presse est seule juge des limites à ne pas dépasser : c'est une question de conscience entre elle-même et elle-même. Tel n'est pas le cas des autres pouvoirs.

LIAISONS DANGEREUSES

Ces remarques ne sont pas faites pour décharger le pouvoir politique de sa propre responsabilité. Encore faut-il ne pas se tromper de niveau. Personne n'est en mesure de prouver que F. Mitterrand et L. Fabius ont donné l'ordre de destruction du *Rainbow Warrior*, leur attitude constante indiquant au contraire qu'ils ont cherché la vérité sur cet attentat «absurde et criminel». Hélas ils ne se sont pas aperçu que Charles Hernu n'était pas, ou plus, ministre de la Défense nationale mais ministre de l'Armée et solidaire de celle-ci. Grave erreur de conception chez ce très honnête homme qui aurait dû savoir qu'un ministre sert l'Etat et non les intérêts d'un corps, aussi prestigieux soit-il. Oubliant que l'armée est aussi un groupe de pression, témoignant trop de confiance aux militaires, Charles Hernu a, en toute bonne foi, laissé une question de discipline et de contrôle des services se transformer en crise politique. Le déblocage rapide de l'affaire après sa démission prouve sa lourde responsabilité.

Reste à mesurer l'étendue des dégâts sur le plan diplomatique. La thèse catastrophique dominante décrit une France diminuée, paralysée, discréditée. N'exagérons rien. L'accident qui a résulté d'un sabotage absurde ne saurait diminuer fondamentalement le rôle de la France et ternir son prestige. A moins que nous ne persistions à vouloir en convaincre le monde.

Bertrand RENOUVIN